

Vous êtes ici : Accueil > Actualités de la région

MARCQ-EN-BARŒUL

La société HBT respire un peu mieux depuis hier

Publié le vendredi 17 avril 2009 à 06h00

• a A



•



- Facebook
- Digg
- Del.icio.us

- Magnolia
- Google
- Live

Après une grève de la faim et une manifestation devant l'Urssaf, c'est un rendez-vous à la Trésorerie générale de Lille qui a débloqué la situation. La société HBT devrait voir ses charges annulées et assurer ainsi sa survie.

Bien sûr il faudra attendre la décision officielle de la commission de conciliation. Bien sûr, il faudra faire face à d'autres difficultés, d'autres aléas, liés ou non à la crise. Mais hier, patron et salariés de la société marcquoise HBT respiraient déjà un peu mieux. C'est un rendez-vous au Trésor public, à Lille, qui a débloqué la situation. Une délégation - composée de Hantz Malfoy, patron d'HBT, Abdelkrim Rekik, conducteur de travaux, et Claude Reichman, président du Mouvement pour la liberté de la protection sociale - y a été reçue pour un entretien d'une heure environ.

« C'est une grande victoire ! s'enthousiasmait Hantz Malfoy à la sortie. C'est un second souffle pour l'entreprise. » Les charges patronales de la société, spécialisée en peinture, plâtrerie et plomberie, devraient être effacées - sous réserve de la décision d'une commission - soit entre 40 000 et 50 000 euros de moins à payer pour la société. Une belle réserve de trésorerie pour HBT, née en juin dernier, un « grand coup de pouce » qui pourrait durer de 18 à 24 mois, le temps de se lancer vraiment. Mais Hantz Malfoy n'oublie pas la grève de la faim d'une semaine - suivie par la trentaine de salariés et lui-même - et la manifestation devant l'Urssaf de Tourcoing ce mardi : « Il a fallu se battre énormément... » Reste maintenant à remplir le dossier, pour répondre aux critères énoncés par le décret datant du 6 avril soit il y a dix jours, de l'article L. 626-6 du code de commerce. Claude Reichman, qui soutient le combat d'HBT depuis quelques jours, soulignait cependant hier : « Il va falloir que l'entreprise soit rentable. Il fallait d'abord sauver l'entreprise, ensuite, l'action va se poursuivre par la liberté sociale. » Autrement dit, quitter la Sécurité sociale pour un autre système social, mais la société marcquoise n'en est pas encore là. Son patron, lui, évoquait hier le plus important à ses yeux : « Ça va nous permettre de respirer. On ne va pas devoir licencier. »

MARIE TRANCHANT

• a A